

RWANDA

L'ARMÉE FRANÇAISE MALVENUE AU RWANDA

«Nous considérons les Français comme une force hostile», ont déclaré les rebelles rwandais du FPR qui dénoncent la politique pro-hutue menée par Paris. Des troupes françaises, appuyées par des Italiens et des Africains, pourraient pourtant arriver sur place dès vendredi, en cas d'accord du Conseil de sécurité.



En mars 1993, sur le front du nord au Rwanda. Un militaire français «conseille» l'armée en guerre contre les rebelles du FPR. Intégré au commandement opérationnel, il porte au béret le même insigne que l'armée rwandaise.

La France se prépare à intervenir au Rwanda, malgré l'hostilité déclarée du mouvement rebelle qui, sur le terrain, se bat pour les survivants du génocide qu'elle affirme vouloir protéger. Pendant le week-end, Paris a fait circuler, au siège des Nations unies à New York, un projet de résolution qui, dès aujourd'hui ou demain, devrait être adopté par le Conseil de sécurité. Les troupes françaises, épaulées par un contingent italien et, selon François Mitterrand, «deux, trois pays africains», pourraient alors arriver aux frontières du Rwanda dès vendredi. «Nous considérons les Français comme une force hostile que nous combattons par tous les moyens», a cependant mis en garde, hier, Paul Kagame, le chef militaire du Front patriotique rwandais (FPR). A Bruxelles, où se trouve sa représentation européenne, le mouvement rebelle a même appelé à «une mobilisation générale contre la France de tous les Rwandais de l'intérieur du pays et de la diaspora».

En visite au Sénégal, le seul pays africain qui, jusqu'à présent, se soit publiquement engagé à participer avec un contingent à l'opération, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé samedi qu'il ne voyait pas «comment on pourrait s'opposer à une opération qui tend à sauver des po-

pulations tutsies». Hier, la réponse du FPR a fusé de toute part. «C'est à nous de sauver nos gens. Les Français sont les moins bien placés pour intervenir, vu leur soutien scandaleux à l'ancien régime», a expliqué Paul Kagame, refusant même de discuter, avec le commandant des Casques bleus de l'Onu à Kigali, de l'initiative française. A Bruxelles, Jacques Bihozagara, pourtant un modéré francophile du FPR, a sévèrement mis en garde les pays africains, tentés de suivre Paris: «Faites attention. Vous avez peut-être des dettes à l'égard de la France, mais il y a d'autres moyens de les régler qu'en versant le sang au Rwanda.» L'appel du FPR à la «mobilisation de tous les Rwandais» était plus virulent encore: «Aujourd'hui, la France, parachevant son plan, vole au secours des bourreaux aux abois. Maintenant vous connaissez la part de la France dans l'élaboration du plan de génocide dont vos parents, frères et sœurs ont été victimes»...

Pour négocier, in extremis, le consentement du FPR à son initiative, Paris a envoyé hier soir au Rwanda Jean-Michel Marlaud, l'ambassadeur-évacué - de Kigali. Une course contre la montre est ainsi engagée, un vote favorable du Conseil de sécurité - en principe acquis - étant difficilement concevable si les rebelles rwandais persistent

à vouloir combattre la «force de protection humanitaire». Certes, la France a demandé un mandat offensif, au titre du chapitre VII de la Charte de l'Onu, pour pouvoir «imposer la paix par la force». Cependant, après la déroute sanglante des Américains en Somalie, quel pays engagerait ses hommes dans une nouvelle «guerre humanitaire»? Aussi, envisageant l'entrée au Rwanda à partir du Zaïre voisin, on voit mal les légionnaires français pénétrer dans le réduit des «gouvernementaux», sous les acclamations des auteurs du génocide, armés de gourdins, de machettes et de lattes à clous. Or ceux-ci, tout comme le FPR, sont convaincus que les Français viennent à nouveau pour les «aider».

Gêné par ce «problème d'image», l'état-major français tente d'obtenir, pour les soldats italiens ou sénégalais prêts à participer, un droit de passage en zone rebelle, à partir de l'Ouganda. «Pour les Italiens, nous mettons en avant le côté catholique, les nombreuses missions d'évangélisation...», a expliqué hier soir une source militaire à Paris, admettant toutefois que c'était «loin d'être joué». Distinguant parfaitement l'aide humanitaire et l'opération «militaro-humanitaire» envisagée, le FPR a pourtant autorisé, dès samedi, le transit de 30 tonnes de matériel de secours acheminés par la

France depuis l'Ouganda. Malgré «la menace militaire française», les rebelles rwandais se sont même engagés à maintenir ouvert, «pour des convois réguliers», ce couloir humanitaire. «On a mis sur la touche les plus extrémistes de notre politique passée, en effet totalement pro-hutue», a expliqué hier un responsable français en citant, nommément, le général Huchon au ministère de la Coopération. «Cependant, en sanctuarisant, par notre intervention l'ouest du Rwanda, la zone gouvernementale où une bonne partie de la population s'est réfugiée, nous al-

lons créer une sorte de Hutuland qui, autrement, serait militairement condamné. C'est évidemment politique et, au lendemain du génocide des Tutsis, totalement inacceptable pour le FPR.» Déjà, dans son point de vue publié mardi dernier dans Libération, Alain Juppé avait en effet mis en avant «la nécessité d'une reprise du dialogue politique quelle que soit la situation militaire sur le terrain». Au sujet des massacres commis, il avait également exigé que les responsables de «ces génocides» - au pluriel - soient jugés...
Stephen SMITH

A Kigali, les rebelles accentuent leur pression

Peu après une visite de Bernard Kouchner dans la capitale rwandaise, le FPR a développé son offensive, semblant vouloir devancer une intervention étrangère.

Kigali, envoyé spécial

Sur le terrain, la réaction des soldats du FPR à l'annonce d'une intervention française évolue entre bellicisme et scepticisme. Indifférent quant au caractère multinational de la force d'intervention, ils n'y voient qu'un retour des Français, complices

selon eux des «massacres qu'ils ont armés et formés». La France, depuis les accords de défense signés en 1975 entre les présidents Giscard d'Estaing et Habyarimana, a largement contribué à former l'encadrement militaire des Forces armées rwandaises (FAR) et s'est même directement impliqué aux